

L'Égypte, est-elle en train de sortir de la crise ?

La chute des promoteurs de la croissance – tourisme, industrie manufacturière, Canal de Suez et transferts – a provoqué une inversion de tendance, après quatre ans de bons résultats.

Samir Radwan

La réunion du G-20 tenue à Pittsburgh le 25 septembre 2009 a alimenté la théorie selon laquelle la crise de 2008 aurait finalement une forme de U. La lueur d'espoir semble s'être traduite par une reprise de l'économie mondiale, surtout grâce aux plans de relance introduits par les économies développées et émergentes. Une caractéristique de la relance est le rôle qu'ont joué les économies émergentes en freinant la chute mondiale de la production et du commerce. D'après le pronostic le plus favorable de *The Economist Intelligence Unit*, les économies émergentes accuseront une croissance de 6,3 % en 2010, contre 3,5 % pour l'ensemble de l'économie mondiale et 0,0 % pour les économies développées. Ce contexte nous permet de comprendre le comportement de l'économie égyptienne au cours des dernières années.

La réforme économique de l'Égypte et le chemin vers la croissance

Le changement de gouvernement en Égypte survenu en juillet 2004 a conduit à une vague de réformes ayant permis à l'économie d'échapper à la récession qu'elle connaissait depuis les deux années précédentes. Ces réformes concernaient quatre domaines : une réforme approfondie du système fiscal, qui introduisait un taux fixe de 20 %, soit la moitié du taux précédent, et qui était principalement destinée à stimuler l'investissement du secteur privé ; une réforme de l'ancien système des douanes ; un climat plus propice aux investissements et aux affaires ; une réforme radicale du système monétaire et bancaire renforçant l'autorité de la Banque centrale.

Ces mesures économiques ont eu pour conséquence la reprise de pratiquement tous les indicateurs macroéconomiques. Les taux de croissance du PIB ont montré une augmentation importante. En seulement quatre ans, le rythme de croissance du PIB s'est accéléré, passant d'un taux annuel de 4 % en 2003 à 7,2 % en 2007.

Cet essor économique a fait de la croissance de l'économie égyptienne l'une des plus rapides de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

Les réserves internationales ont accusé des augmentations constantes, allant de 14,9 milliards de dollars en 2004 à 34,7 milliards en juillet 2008, soit l'équivalent de neuf mois d'importations. D'autre part, la balance des paiements a montré des signes d'amélioration, surtout en raison de l'augmentation soutenue des recettes en provenance des services et des envois d'argent. Le résultat final a été un excédent de 5,3 milliards de dollars, soit plus de 4 % du PIB. A tout ceci s'ajoutent des politiques fiscale et monétaire pertinentes se reflétant dans l'extraordinaire stabilité de la livre égyptienne.

Un trait de caractère de la croissance égyptienne a été le rôle de l'investissement en tant que principale force motrice du développement. Les investissements, aussi bien domestiques qu'étrangers, ont connu une accélération constante pendant la période de réforme. L'investissement national s'est accru de près de 60 %, et ce principalement grâce au secteur privé, qui accuse une augmentation de 96 %. L'investissement direct étranger (IDE) est remonté de 400 millions de dollars en 2000-01 à 13,2 milliards en 2007-08. La moitié correspond à de nouveaux investissements ou à de nouveaux emplacements. De fait, l'Égypte est le pays d'Afrique à attirer le plus d'IDE – et le second de la région MENA (après l'Arabie Saoudite), d'après le *Rapport sur les investissements dans le monde* publié en 2008 par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Ces témoignages ont contribué à faire de l'Égypte le premier pays de la région à être admis, l'année dernière, au Comité de l'investissement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Par ailleurs, l'Égypte a obtenu d'excellents résultats en ce qui concerne la facilité de faire des affaires. D'après le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (IFC)

Samir Radwan, ancien directeur général du Economic Research Forum (ERF), membre du conseil de l'Autorité générale des zones franches et de l'investissement (GAFI), Égypte.

Flux d'IDE entrants 2001-08 en Egypte et dans l'ensemble des pays Med.

en millions de dollars

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Egypte	510	647	237	2 157	5376	11 578	11 600	9 495
Med10 ¹	20 430	8 837	13 738	13 394	35 415	57 595	60 483	50 237

¹Med10: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, A. Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie.
Source : CNUCED

publié en 2009, pour la quatrième année consécutive, le pays se maintient parmi les 10 réformateurs les plus actifs. Au palmarès général, il atteint le 114e poste en 2009 contre le 125e l'année précédente (sur 181 pays).

Il existe un certain paradoxe entre les résultats de ce rapport et l'analyse des indicateurs de compétitivité du pays. D'après le *Rapport sur la compétitivité mondiale* du Forum économique mondial, les scores de l'Egypte ont généralement été faibles – et de fait, de plus en plus faibles. Le dernier indice de compétitivité mondiale montre que l'Egypte est descendue de la 71e à la 81e place en 2008-09. La question est : la rapide croissance, en partie guidée par une augmentation de l'IDE, peut-elle se réconcilier avec des indicateurs de compétitivité en baisse ? Ce paradoxe s'explique par un certain nombre de problèmes qui continuent de perturber l'économie égyptienne, dont plusieurs facteurs d'instabilité macroéconomique : dette publique et déficit budgétaire élevés ; inflation ; augmentation du chômage et faible qualification des ressources humaines ; faible productivité ; et des sources sectorielles de croissance déséquilibrées, de sorte qu'un secteur comme l'agriculture, qui génère 28 % des postes de travail, reçoit 5 % des investissements et représente donc seulement 8 % de la croissance du PIB, tandis que l'industrie manufacturière, qui n'emploie que 13 %, accapare 25 % des investissements et contribue à hauteur de 26 % à la croissance du PIB.

La crise financière et économique mondiale : enjeu et opportunité

La crise financière et économique mondiale s'est négativement répercutée sur l'économie égyptienne, en particulier depuis le second semestre 2008. L'impact s'est davantage ressenti sur l'économie réelle que sur le secteur bancaire. Parmi les facteurs en cause se trouve l'intégration limitée du secteur bancaire égyptien sur le marché financier mondial. Plus encore, la Banque centrale d'Egypte a mené une réforme du secteur depuis 2004 : renforcement des banques en conglomérats plus grands, restructuration de la gestion bancaire et élimination des actifs toxiques. Elle a par ailleurs introduit des normes de gouvernance strictes

visant à garantir un fonctionnement discipliné du système. Finalement, le système bancaire n'a pas connu de manque de liquidité car le rapport entre les emprunts et les dépôts est resté inférieur à 53 %, ce qui, par rapport au reste du monde, reste dans des marges de sécurité.

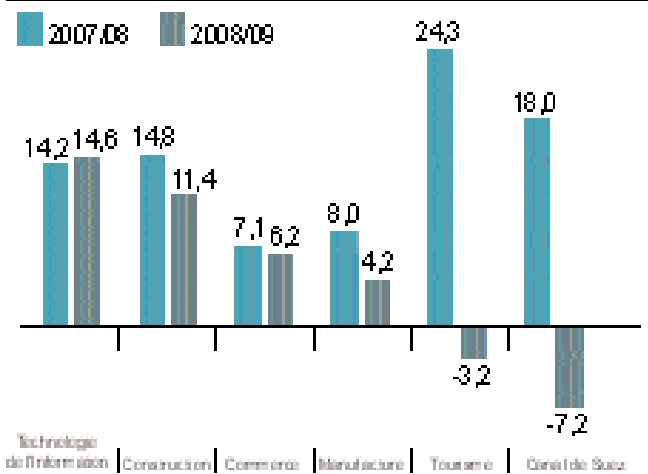
L'impact de la crise s'est fait ressentir surtout dans la baisse de pratiquement tous les indicateurs macroéconomiques, ce qui représente un changement presque total par rapport aux résultats impressionnants obtenus au cours des quatre années précédentes. Presque tous les rapports nationaux et internationaux soulignent une inversion totale de la tendance, surtout au cours des deux premiers trimestres de l'exercice fiscal 2008-09. La croissance réelle du PIB, qui était de 7,2 % en 2007-08, a légèrement descendu à la fin de cette année pour se situer à 6,7 % au cours du dernier trimestre. Mais depuis le début de la crise, la croissance du PIB a baissé jusqu'à 5,8 % et 4,1 % au cours des premier et second trimestres 2008-09, respectivement. La raison en était la chute des principaux moteurs de croissance, en particulier le tourisme, l'industrie manufacturière, le Canal de Suez et les envois d'argent des égyptiens travaillant à l'étranger. Il est prévu que l'économie commence sa récupération vers 2010, pour enregistrer une croissance de 5,3 % guidée par la reprise de l'économie mondiale et l'effet du plan de relance économique du gouvernement égyptien conçu pour réanimer la demande nationale.

Le ralentissement de la croissance est principalement dû au déclin des investissements totaux, qu'ils soient nationaux ou étrangers. L'entrée d'IDE, qui en 2007-08 s'élevait à 13,2 milliards de dollars, soit près de 9 % du PIB, a diminué à 8,1 milliards de dollars en 2009 (soit une baisse de 39 %). La situation s'est vue aggravée par la réticence du secteur privé, face à l'incertitude de la relance du marché à effectuer de nouveaux investissements.

Les envois d'argent par les égyptiens travaillant à l'étranger ont également diminué à la suite de la chute de la demande de main-d'œuvre, surtout dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, qui constituent la principale destination des travailleurs égyptiens.

Les conséquences de la crise ont commencé à se faire sentir dans les différents secteurs de l'économie réelle vers la moitié de 2008. La plupart de ces secteurs ont

Egypte : croissance économique par secteur



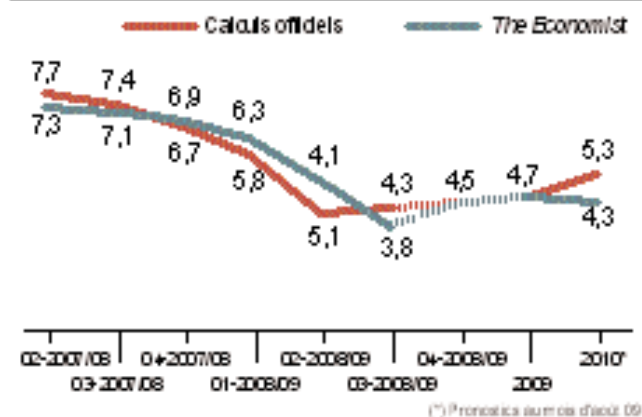
Source : Ministère du Développement économique, Rapport de suivi annuel local 2008/09.

accusé une chute prononcée de la croissance, à commencer par le canal de Suez qui a montré une décroissance de 7,2 %, suivi du tourisme, qui a baissé jusqu'à -3,2 % et du secteur de l'industrie manufacturière (dont la croissance s'est réduite de moitié) et du bâtiment (passant de 14,8 % à 11,4 %). Les seuls secteurs à n'avoir pas connu la même tendance ont été les communications et le pétrole. En d'autres termes, la croissance des secteurs à usage intensif de main-d'œuvre a diminué, d'où une aggravation de la situation de l'emploi, déjà défavorable au départ.

Ce comportement a de sérieuses conséquences pour la future croissance de l'économie égyptienne ainsi que pour le bien-être de la population. La récession prolongée soufferte par le marché du travail et la détérioration sociale qui s'en suit constituent les aspects les plus graves de la répercussion de la crise économique et financière en Egypte. Comme il a déjà été expliqué, d'un point de vue schématique, la crise s'est étendue à l'économie réelle à travers trois canaux qui se renforcent mutuellement : la contraction du crédit provoquée par la limitation des emprunts de capital circulant, le financement du commerce et les investissements viables ; le cercle vicieux de la dépression découlant de la chute de la demande, qui a provoqué une diminution de la production, de l'emploi et des revenus et qui, par conséquent, a miné la confiance des consommateurs et des investisseurs ; et le canal de la globalisation dû à un affaiblissement du commerce international et des investissements et à la baisse des envois d'argent.

L'effet le plus immédiat de la crise a été l'incapacité du marché du travail à effectuer un ajustement, ce qui a exacerbé le problème du chômage et empiré la situation de certains groupes. Le chômage, qui constituait déjà un problème chronique malgré la croissance rapide de la période antérieure à la crise, ne cesse d'aug-

Egypte : taux de croissance par trimestre



Note : Les calculs de The Economist Intelligence Unit et les calculs officiels ne sont pas strictement comparables car les premiers font référence à des années calendaires, tandis que les seconds se basent sur des années fiscales. Chaque calcul de The Economist correspond au dernier mois de l'année financière.
 Sources : Chiffres officiels : http://www.cabinet.gov.eg/News/News_Details.asp
 Chiffres d'Economist : *Economic Intelligence Unit Egypt Country Report* plusieurs éditions

menter. Il est passé de 8,4 % en 2008 à 9,4 % en 2009, et touche surtout les jeunes et les femmes.

Jeter les fondements de l'économie d'après-crise

Pour l'Egypte, à l'instar de pratiquement tous les marchés émergents, la crise pourrait être l'occasion d'aborder les problèmes structurels qui ont affecté l'économie et réduit sa capacité à résoudre les crises externes, et de jeter les fondements de l'économie et de la société ultérieures à la crise, grâce à une vision cohérente de l'avenir de l'économie mondiale et de la place qu'elle y occupera. Cela signifie que les mesures immédiates et à court terme, aussi nécessaires soient-elles, devront être en conformité avec la vision à long terme et la renforcer.

La prémisse est que les mesures immédiates, jugées nécessaires pour faire face à la contraction de la demande, doivent contribuer à la reconstruction suivant à la crise, et que pour garantir un vaste soutien à toute politique pertinente mise en œuvre, celle-ci doit répondre au besoin urgent de fournir un emploi décent à la plupart de la population.

En ce qui concerne les objectifs, le principal devrait être de reprendre le chemin de la croissance, afin d'atteindre une augmentation annuelle du PIB de 7 % dès 2011 au lieu des prévisions de 4,9 % et 4,5 %, respectivement, pour 2009 et 2010. Il sera nécessaire de compter sur un plan de relance beaucoup plus ambitieux pour réactiver l'investissement jusqu'à ce qu'il représente au moins 25 % du PIB. Tout ceci est nécessaire pour créer des postes de travail suffisants, absorbant la nouvelle main d'œuvre entrant sur le marché du travail et corrigeant le retard de l'emploi. ■